

# LES AGENT.ES DE LA COLLECTIVITÉ NE SONT PAS DES VARIABLES D'AJUSTEMENTS BUDGÉTAIRES !

Le 13 novembre 2024 vous avez été informés par le DGS des décisions prises dans un contexte gravissime pour l'avenir de nos collectivités et des missions essentielles de service public qu'elles rendent. Ce contexte fait suite aux décisions gouvernementales d'étrangler financièrement les collectivités territoriales et de faire payer les agents de la fonction publique territoriale. Conscientes des enjeux que traverse actuellement notre pays, nous n'en demeurons pas moins attachés aux missions de service public et aux conditions de travail des agents qui les exercent.

Nos organisations syndicales ont été informées quelques instants avant la communication par vidéo du message du DGS.

Nous affirmons que :

- **Les agents de notre collectivité ne seront pas une variable d'ajustement** et que nous nous opposerons à toutes suppressions de postes, qu'elles soient liées à des départs en retraite ou au non renouvellement des contractuels.
- **Nous serons attentifs à ce que les missions de service public s'exercent dans de bonnes conditions de travail pour les agents.** Un certain nombre d'entre eux les exerçant déjà dans des conditions difficiles : nombre d'heure important, absence de remplacement, charge de travail disproportionnée, locaux inadaptés... Nous rappelons par ailleurs que les agent.es travaillent 90h supplémentaires par an depuis la mise en place des 1607h et ce sans qu'aucune compensation ne soit intervenue contrairement aux engagements de l'exécutif.
- **Nous avons obtenu l'engagement de l'exécutif que la rémunération des agent.es** ne serait pas concernée par la recherche budgétaire de la collectivité
- **S'agissant du dialogue social, et notamment la négociation sur la mutuelle et la prévoyance** pour les agent.es, la question de l'enveloppe consentie à la mise en place de la PSC n'est toujours pas connue et pose l'interrogation de la capacité de la collectivité à tenir ses engagements.
- **Nous ne sommes pas dupes des choix politiques faits par la collectivité depuis des années** : investissements conséquents sur des compétences non-obligatoires (jardins méditerranéen, aquarium de Bayssan, geoparc ...), carences en matière de prévisions budgétaires et des baisses de dotation de l'Etat.

## LES ÉCONOMIES NE DOIVENT PLUS SE FAIRE SUR LE DOS DES AGENT.ES ET DU SERVICE PUBLIC !

Nous subissons déjà les effets de coupes budgétaires mises en œuvre dans les départements : gels de postes, faible rémunération, absence d'action sociale pour le personnel, non remplacements des départs, épuisement professionnel, manque d'attractivité. A cela s'ajoutent les annonces gouvernementales concernant les trois jours de carences, -10% du traitement indiciaire en cas d'AM, la disparation de la GIPA, et l'annonce de la non revalorisation du point d'indice ...

Nos organisations syndicales appellent les élus départementaux à se mobiliser face à ceux qu'ils ont identifié comme la source de ce contexte dégradé : les politiques libérales et d'austérités du président Macron et de ses gouvernements successifs. Nous leur demandons d'engager un mouvement inédit face à cette situation.

Nos organisations syndicales, déjà mobilisé.es face aux annonces méprisantes et ultralibérales du Ministre Kasbarian, s'opposent à toute suppression de poste dans la collectivité et appellent l'exécutif départemental à ne pas faire subir aux agent.es une crise dont elles/ils ne sont en rien responsables, et au public un service dégradé. Nous entendons par ailleurs participer à toute mobilisation, afin d'obtenir de l'Etat les moyens pour que notre Département puisse assumer ses missions de service public.

Nous appelons donc l'ensemble des agent.es de la collectivité à participer à toutes les formes de mobilisations et à répondre présent, en grève et en manifestation, lors de la journée d'action du 5 décembre à l'appel de l'intersyndicale.

